



République Tunisienne

Ministère du Développement et de la Coopération Internationale

Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives

Tableau de bord sur la compétitivité de l'Economie Tunisienne

Mars 2014

Introduction

La Tunisie affronte, aujourd'hui, plusieurs défis ayant trait notamment aux problèmes d'inégalités sociales, de disparités régionales ainsi que de taux de chômage élevé notamment pour la frange des diplômés du supérieur. En effet et malgré la multitude des réformes de politique économique et la réalisation d'une croissance assez élevée au cours de la dernière décennie, le pays n'a pas réussi à remédier à toutes ces difficultés. Une telle croissance n'a été profitable qu'à une fraction minimale de la société et n'a pas généré une amélioration du bien être pour un grand nombre de citoyens. C'est ainsi qu'il est question plus que jamais de prospecter toutes les voies et de saisir toutes les opportunités pour que l'effort de croissance contribue à un développement plus équilibré et plus équitable. Ceci est d'autant plus impératif que le contexte actuel se caractérise par un processus transitionnel délicat, une reprise modérée de la croissance, un repli de l'investissement et une contrainte budgétaire sérieuse.

En fait, la Tunisie souffre depuis longtemps de plusieurs insuffisances structurelles dont notamment i) l'investissement privé qui demeure toujours peu important par rapport aux normes internationales et prive le pays d'une croissance plus dynamique et d'une création d'emplois plus rapide, ii) le système fiscal qui continue à être contraignant pour l'activité de l'entreprise notamment on shore et iii) le système financier qui participe trop peu au dynamisme de l'économie.

C'est dans ce cadre que le présent document se donne l'objectif d'établir un diagnostic aussi exhaustif que possible sur la situation économique et la compétitivité de l'économie tunisienne au cours de la dernière décennie. Il renseigne sur les résultats enregistrés par le pays tant sur le plan global que sur les plans interne et externe ainsi que sur le potentiel de croissance et ce, à travers le suivi d'un ensemble d'indicateurs reflétant multiples facettes de l'économie. L'analyse de l'évolution de ces indicateurs permet de donner un éclairage sur les atouts caractérisant l'économie tunisienne qu'il y'a lieu de consolider et les faiblesses auxquelles il importe de remédier.

Croissance et dynamisme économique

L'appréciation du dynamisme de croissance d'une économie est appréhendée à travers le suivi des indicateurs renseignant sur:

- La capacité du pays à créer de la richesse et le rythme avec lequel il y parvient tout en misant sur les contributions sectorielles et des différentes composantes de la demande à la croissance.
- La diversification de la base productive et, par conséquent, la capacité du pays à absorber les chocs et à réduire l'impact du facteur aléatoire sur la croissance.
- Le dynamisme économique du pays et son potentiel de croissance à travers l'évolution de l'investissement.

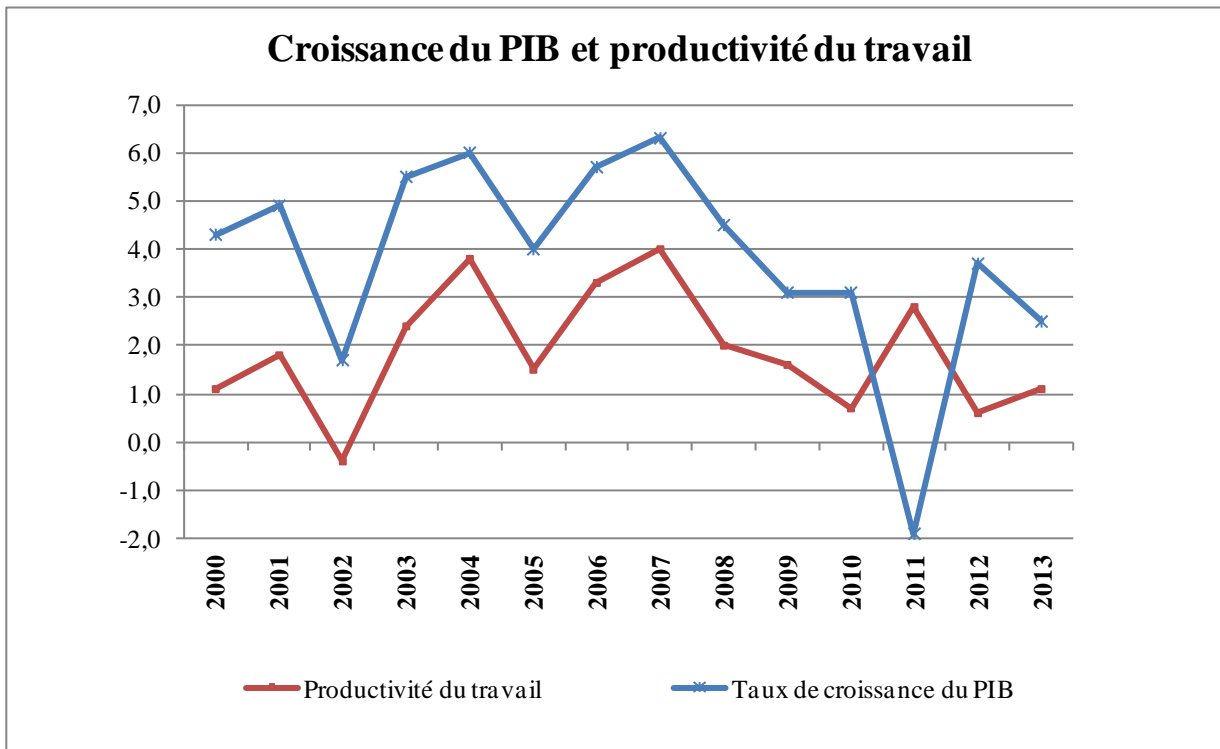
(En %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB	4,3	4,9	1,7	5,5	6,0	4,0	5,7	6,3	4,5	3,1	3,1	-1,9	3,7	2,5
Structure du PIB														
Agriculture	11,5	10,5	9,4	10,4	11,1	9,8	10,3	9,6	8,9	9,0	8,1	9,0	9,1	8,6
Ind Manuf.	19,0	18,8	18,7	17,8	17,1	17,2	16,9	17,8	18,1	18,7	18,6	17,8	17,4	16,9
Services	61,5	61,0	62,2	62,8	62,5	63,7	63,2	61,6	62,5	60,1	62,4	62,4	61,5	62,4
FBCF/PIB	25,2	25,3	24,8	22,9	22,1	21,4	22,6	23,0	23,5	24,1	24,6	21,7	21,6	20,7
Productivité du travail	1,1	1,8	-0,4	2,4	3,8	1,5	3,3	4,0	2,0	1,6	0,7	2,8	0,6	1,1

(a):par rapport aux pays de l'UE(27)

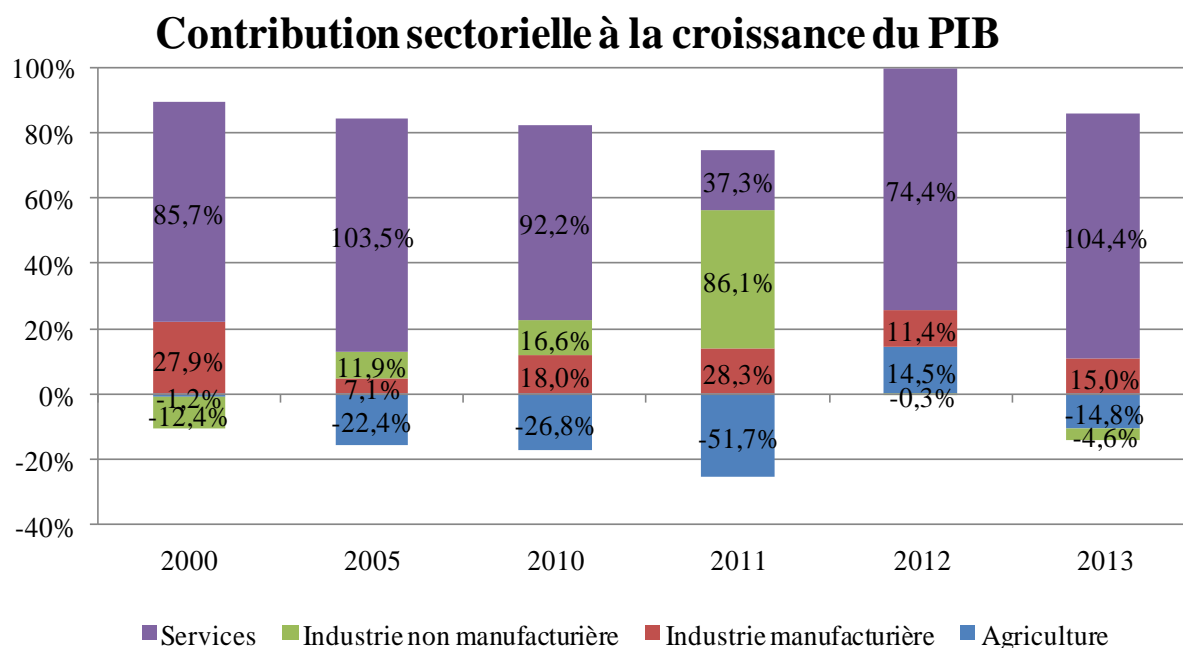
Source : Rapport du budget économique, compilation ITCEQ

Croissance et dynamisme économique



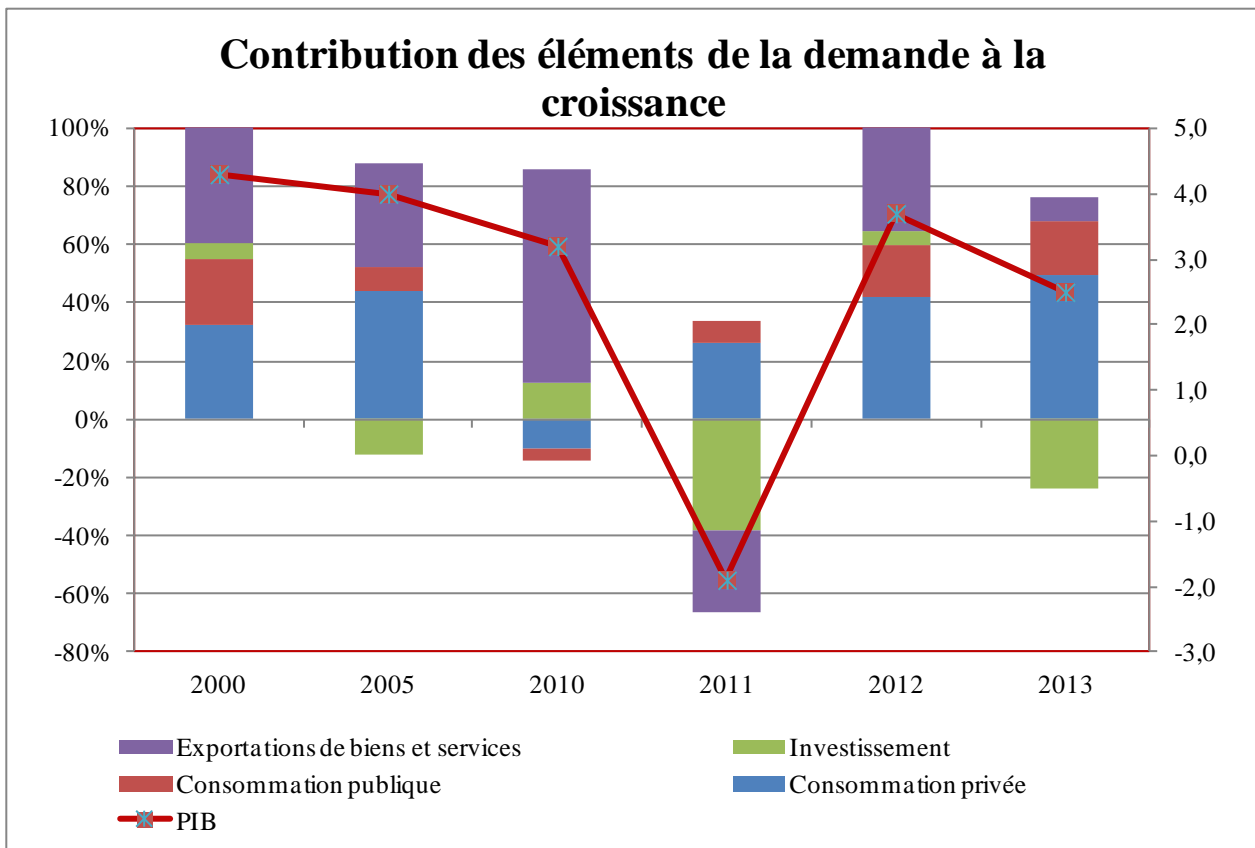
- La croissance enregistrée au cours de la période 2000-2013 est estimée en moyenne à 3,8%. Une telle croissance n'a été profitable qu'à une fraction minimale de la société et n'a pas généré une amélioration du bien être pour un grand nombre de citoyens. Le taux de pauvreté se trouve ainsi le plus élevé dans les régions de l'intérieur dépassant les 30% alors qu'il est de 1,4% seulement à Ariana ville.
- L'évolution de la croissance de la productivité du travail est en phase avec celle du PIB. Cependant et en 2011, la productivité s'est inscrite à la hausse en raison de l'accélération des pertes d'emploi au cours de cette année, soit à un rythme plus rapide que la baisse du PIB.
- La reprise de l'activité économique prévue pour l'année 2014 s'avère modérée (3,3%) selon le budget économique et moins optimiste selon le FMI et la banque mondiale (3%).

Croissance et dynamisme économique



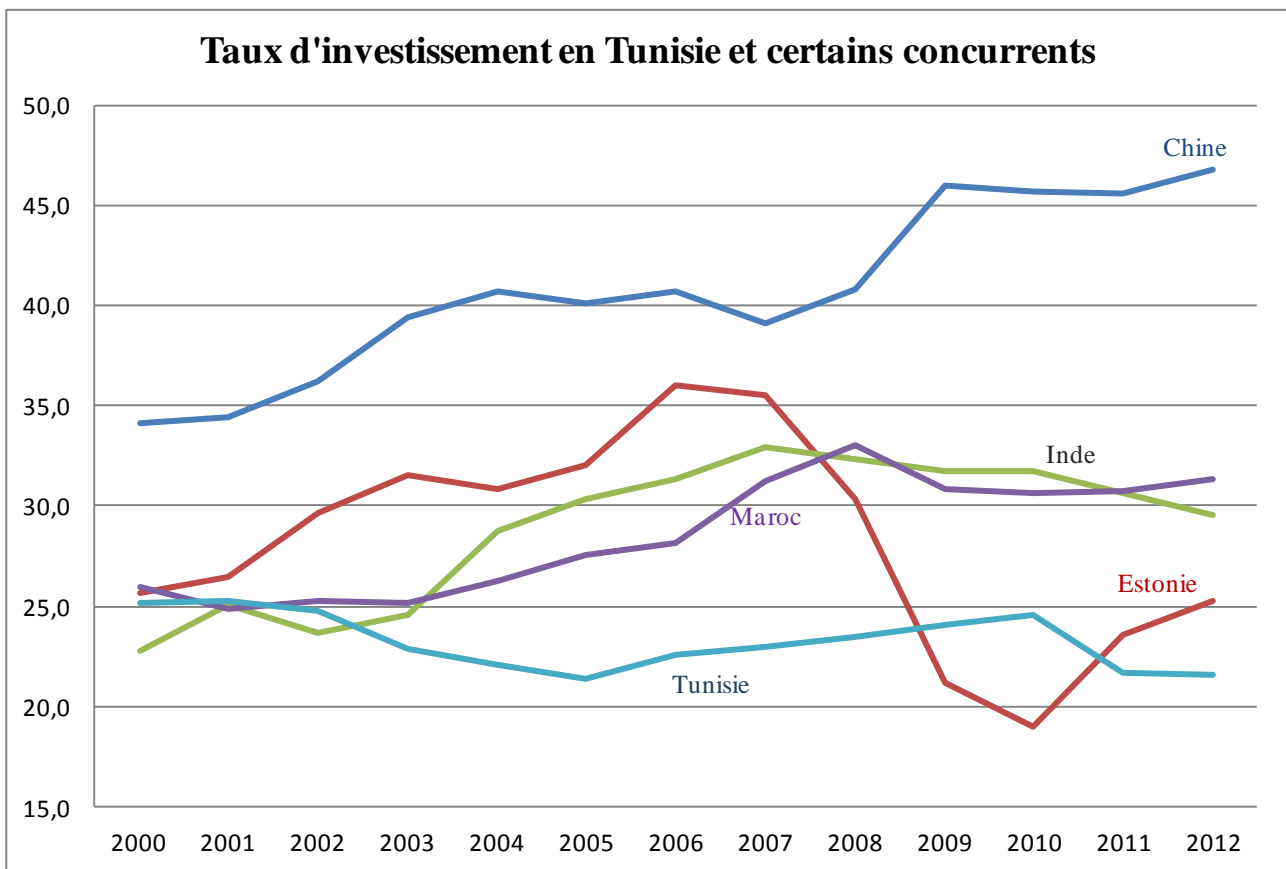
- La contribution du secteur des services marchands à la croissance a dépassé en moyenne les 54% sur la période 2000-2013. Ceci s'explique essentiellement par la consolidation de la part de ce secteur dans le PIB passant respectivement de 43.1 à 43.7% outre l'importance de la croissance de sa valeur ajoutée (5.1%) et ce, suite notamment au renforcement du secteur des télécommunications et l'émergence de certaines activités liées aux services marchands divers.
- La contribution du secteur manufacturier reste limitée. Sa part dans le PIB ne dépasse pas les 18% et sa croissance sur la période 2000-2013 est en moyenne de 2.5% contre 3.8% pour l'ensemble de l'économie. Cette évolution modérée pourrait s'expliquer par la baisse des industries chimiques ainsi que par le ralentissement du THC, caractérisé au cours des dernières années par un manque de dynamisme à l'échelle mondiale surtout suite à la crise financière depuis 2007.

Croissance et dynamisme économique



- La demande intérieure, dont notamment la consommation privée, continue à constituer le principal moteur de la croissance. Sa contribution est passée de 2.6 points en 2000 à 4.9 points en 2009 avec, toutefois, une baisse significative en 2010 et 2011 suivie par une reprise en 2012 et 2013.
- La contribution de la demande extérieure est généralement moins importante et demeure tributaire de la conjoncture internationale surtout que les exportations tunisiennes sont concentrées sur un nombre limité de produits et de marchés à l'exception de l'année 2010 où en a enregistré des taux record d'exportations notamment dans les secteurs « Industries électriques, Industries mécaniques et électriques Mines, phosphates et dérivés »

Croissance et dynamisme économique



- Le taux d'investissement, estimé à 22.8% en moyenne par an sur la période 2000-2013, n'a pas permis au pays de réaliser une croissance plus dynamique et des créations rapides d'emplois surtout que la répartition des investissements privés par agent institutionnel montre que la part des sociétés privées a baissé (en moyenne de 1.8%) durant la période 2000-2011 alors que celle des entreprises individuelles, peu créatrices d'emploi, s'est accrue de 7.8%..
- Comparé à certains pays concurrents, ce taux s'avère peu important par rapport à la Chine (42.9%), l'Inde (31.7%), le Maroc (31%) et l'Estonie (29.6%).
- le pays se trouve ainsi confronté au problème de déficit structurel d'investissement notamment privé.

Stabilité du cadre macro-économique

La stabilité du cadre macro-économique constitue l'une des conditions essentielles pour assurer la compétitivité et les perspectives de croissance d'un pays de par la meilleure visibilité et la réduction de l'incertitude qu'elle autorise. Elle renseigne sur des indicateurs permettant d'apprécier :

- la capacité du pays à préserver les équilibres globaux, tant internes qu'externes et à maîtriser l'inflation,
- la politique de change préconisée par le pays et sa position extérieure via la gestion de la dette extérieure

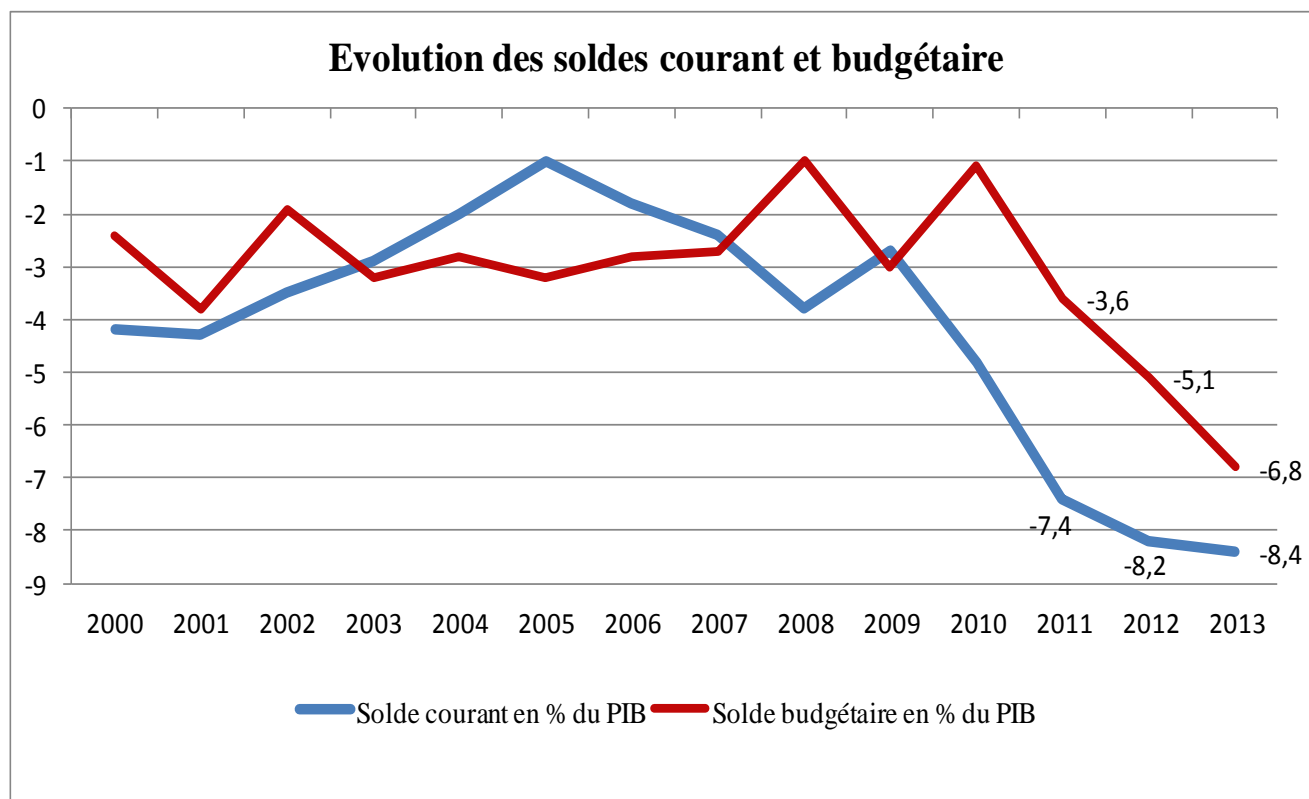
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Solde courant/ PIB	-4,2	-4,3	-3,5	-2,9	-2,0	-1,0	-1,8	-2,4	-3,8	-2,7	-4,8	-7,4	-8,2	-8,4
Solde budgétaire/PIB	-2,4	-3,8	-1,9	-3,2	-2,8	-3,2	-2,8	-2,7	-1,0	-3,0	-1,1	-3,6	-5,1	-6,8
Couverture en mois d'import.	2,2	2,1	2,5	3,0	3,6	4,1	5,3	4,4	4,3	5,9	4,9	3,8	4,0	3,5
Dette extérieure/RNDB	51,3	52,2	52,0	53,9	55,1	54,1	43,0	39,6	38,6	37,3	36,9	38,8	39,5	-
DMLT/dette totale	86,1	86,8	79,7	81,6	82,9	82,7	81,9	80,2	79,0	77,5	76,7	76,8	-	-
Inflation	2,9	2,0	2,7	2,7	3,6	2,0	4,5	3,1	5,2	3,6	4,5	3,5	5,6	6,1
Epargne nationale brute/RNDB	22,2	22,3	20,5	20,5	21,4	20,9	21,6	21,5	22,3	22,1	20,9	16,2	15,9	13,7
Taux de change effectif vis-à-vis														
- des principales devises(a)	5,5	3,7	1,3	0,9	1,6	3,4	0,9	-1,1	-4,3	7,1	-0,3	-0,1	3,2	1,2
- des concurrents(b)	-	2,6	-0,2	0,7	0,1	8,9	3,7	5,1	4,4	1,4	7,7	2,4	5,7	1,8
Serv.dette/recettes courantes	19,4	13,3	14,9	13,3	14,3	12,8	16,4	11,7	7,7	10,6	9,3	10,6	10,5	-

(a): Dollars et euro

(b) :Retenus selon l'indice de similarité et l'intensité de concurrence : Bulgarie, Chine, Egypte, Hongrie, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Maroc, Pakistan, Philippines, République Tchèque, Pologne, Roumanie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Thaïlande, Turquie.

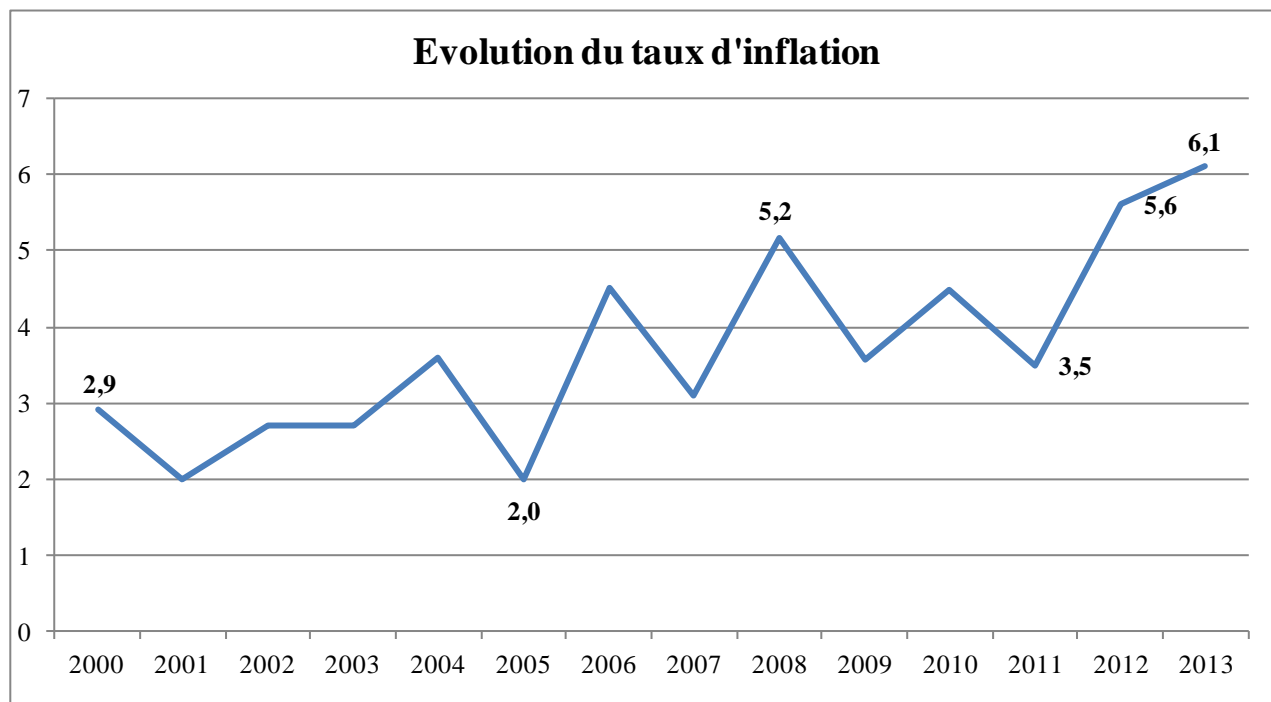
Source: BCT, MDRP, INS, Pacific exchange rate et Compilations ITCEQ

Stabilité du cadre macro-économique



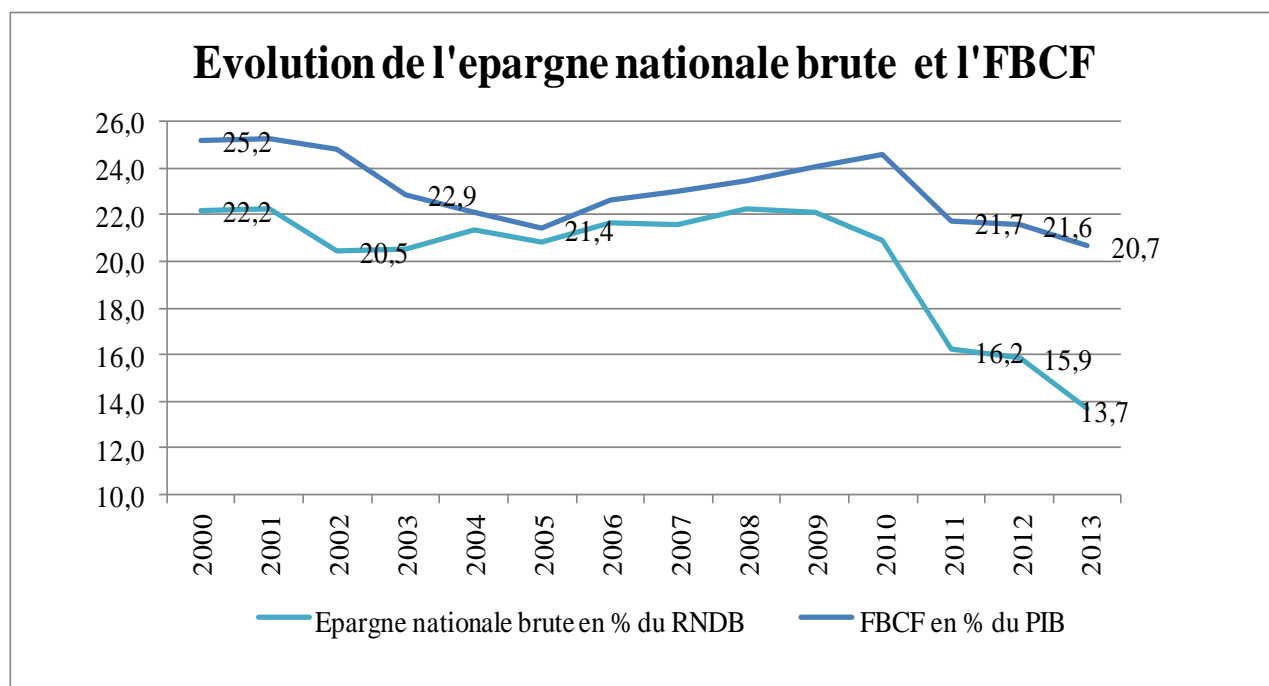
- Le déficit courant et le déficit budgétaire ont été relativement maîtrisés sur la période 2000-2010 avec des taux moyens respectifs de 3% et 2.5% du PIB. A partir de 2011, ces déficits se sont nettement aggravés :
 - le déficit courant a atteint des taux record, jamais enregistrés durant les deux dernières décennies et ce, en relation notamment avec l'accroissement du déficit commercial.
 - Le déficit budgétaire s'est accru en raison de la hausse sensible des dépenses de gestion au titre des salaires dans le secteur public ainsi que des subventions.

Stabilité du cadre macro-économique



- Le taux d'inflation a été relativement modéré sur la période 2000-2013 ne dépassant pas la barre de 3.7% en moyenne par an.
- Les évènements qui ont accompagné la révolution en 2011 se sont traduits par l'instauration d'un nouveau rapport de forces sur le plan social et ont aboutit à des révisions disproportionnées des salaires. Ce contexte très particulier conjugué à la hausse des prix des produits alimentaires, due à l'insuffisance de l'offre de produits frais sur les marchés et à certaines perturbations au niveau de l'approvisionnement et des circuits de distribution, ont contribué à la résurgence des tensions inflationnistes.
- Les taux d'inflation enregistrés en 2012 et 2013 ont atteint des niveaux record (5.6% et 6.1% respectivement), jamais enregistré depuis 1995.
- Le taux d'inflation pourrait être maîtrisé avec l'engagement de mesures de politiques économiques et monétaires rigoureuses comme il a été le cas durant les années 80 au cours desquelles ce taux a dépassé les 8%.

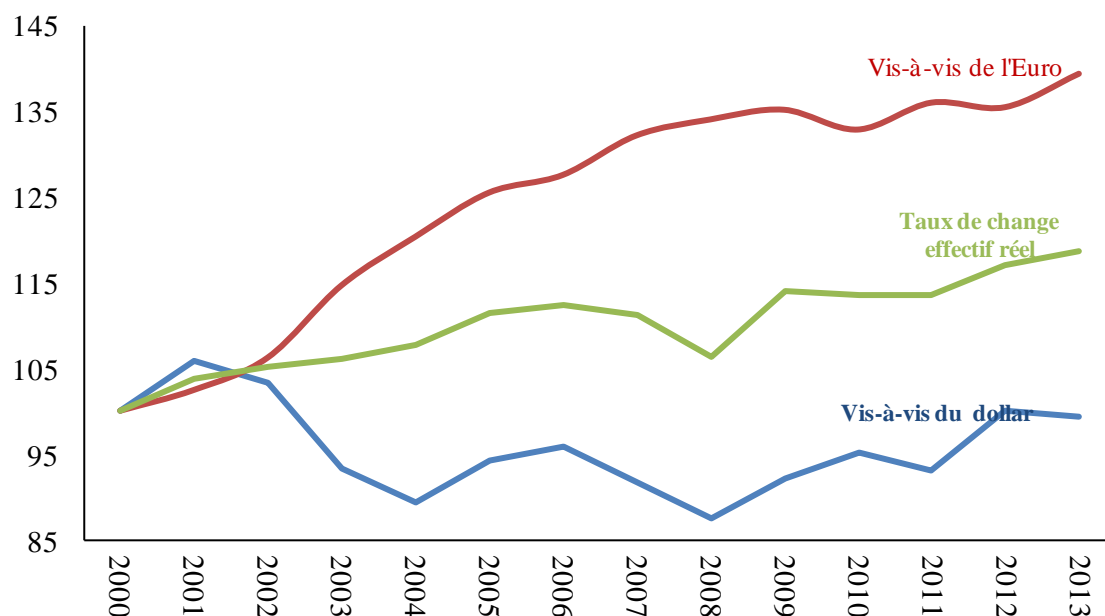
Stabilité du cadre macro-économique



- L'évolution de l'épargne nationale en % du RNDB a connu en moyenne une quasi stabilité sur la dernière décennie avec une baisse particulièrement prononcée en 2011 soit avec une perte de 5.5 points de pourcentage et ce, à cause du climat d'incertitude et d'insécurité post révolution qui a remis en cause l'équilibre de confiance épargne financement de l'économie. Cette baisse ayant débuté en 2010 s'est poursuivie jusqu'à 2013 et l'épargne nationale s'est réduit à 13.7% contre 22.3% en 2009
- Comparé à certains concurrents, ce taux s'avère en dessous de celui de plusieurs pays à l'instar de l'Estonie, du Maroc et de la République Tchèque et très faible pour impulser l'investissement.

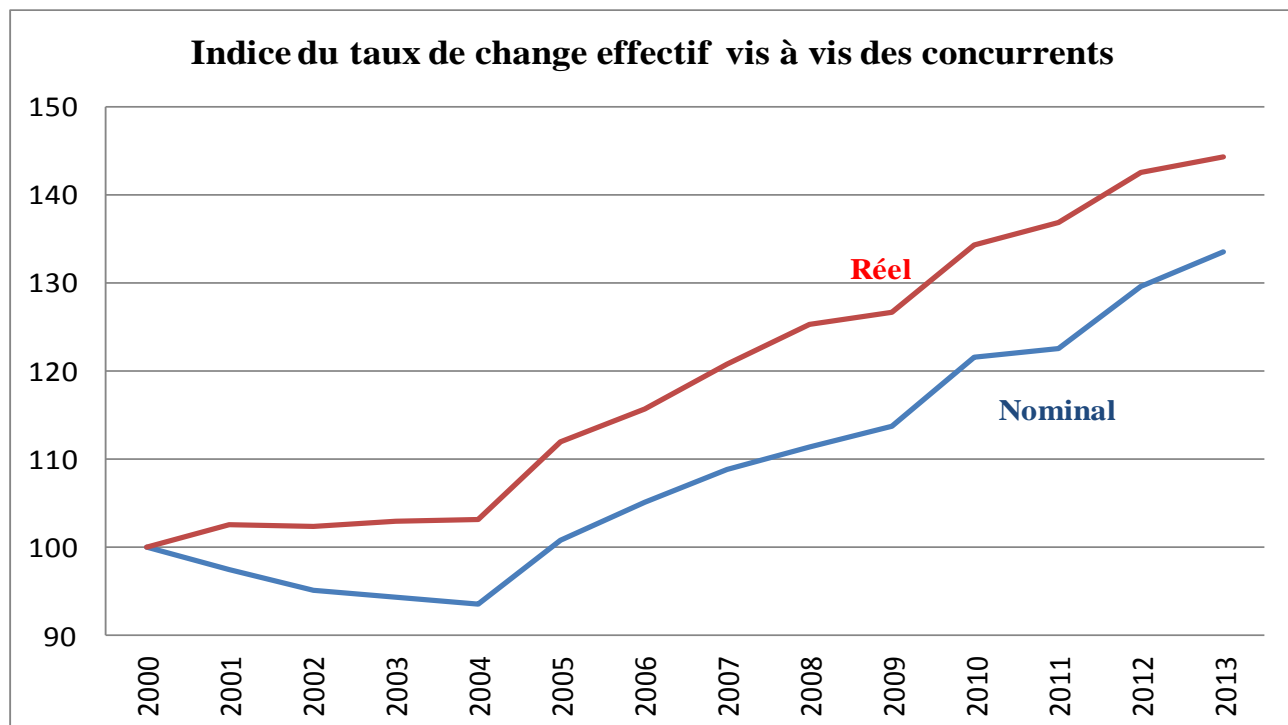
Stabilité du cadre macro-économique

Evolution indiciaire du taux de change réel



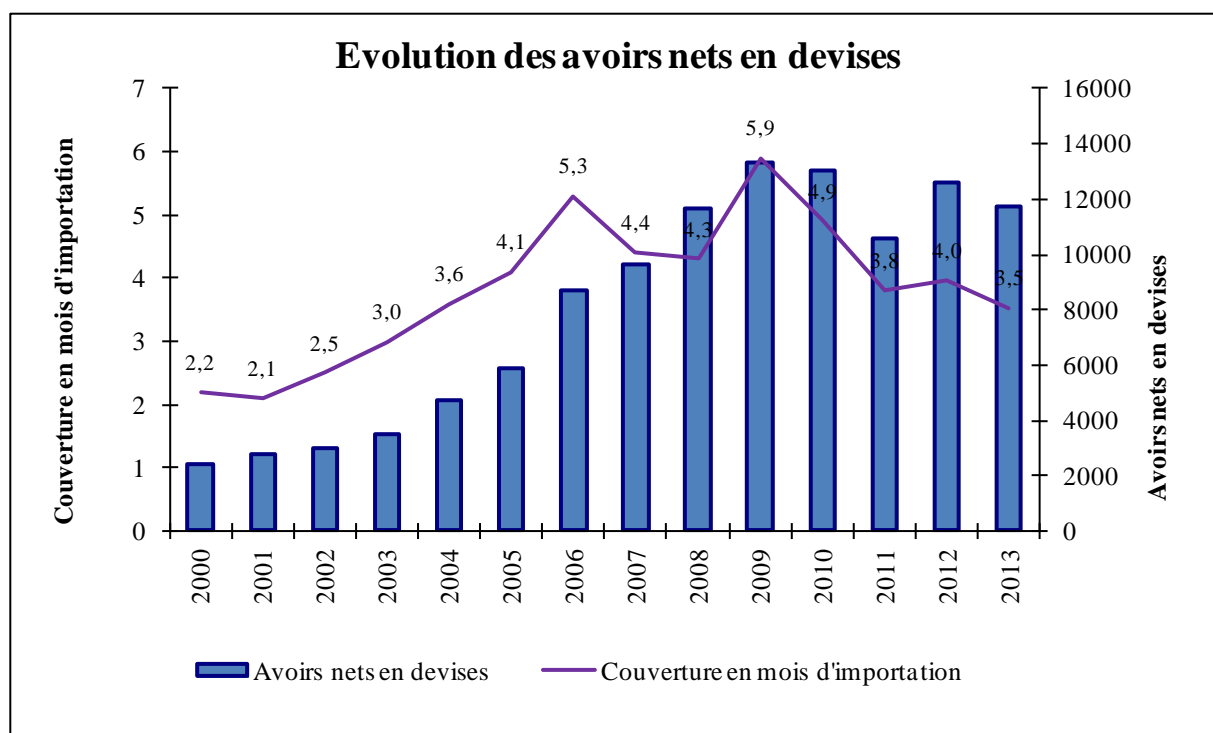
- L'évolution du taux de change réel vis-à-vis des principales devises (dollars, euro) laisse entrevoir qu'en moyenne sur la période 2000-2013, la Tunisie a opté pour une politique de change favorisant la compétitivité des exportations. Le taux de change effectif réel s'est ainsi déprécié au cours de cette période de 1.6% suite notamment à la dépréciation du dinar vis-à-vis de l'euro (2.4%). En terme nominal, cette dépréciation a été plus prononcée essentiellement sous l'effet d'une baisse de l'inflation plus accentuée dans les pays partenaires qu'en Tunisie.
- Si la politique de change s'est donnée l'objectif d'améliorer la compétitivité des exportations, une appréciation du dinar a été remarquablement perçue en 2008 vis-à-vis du dollar américain (4.6%).

Stabilité du cadre macro-économique



- L'évolution du taux de change effectif vis-à-vis des concurrents révèle que la Tunisie a opté pour une politique de change active consistant en des ajustements continus privilégiant l'objectif d'amélioration de la compétitivité des exportations.
- Cette évolution s'est caractérisée par deux tendances différentes. Si le dinar s'est apprécié en termes nominal par rapport aux monnaies des pays concurrents sur la période 2002-2004, il s'est nettement déprécié durant la période 2005-2013, aussi bien en termes réel (4,6%) qu'en termes nominal (4,5%).

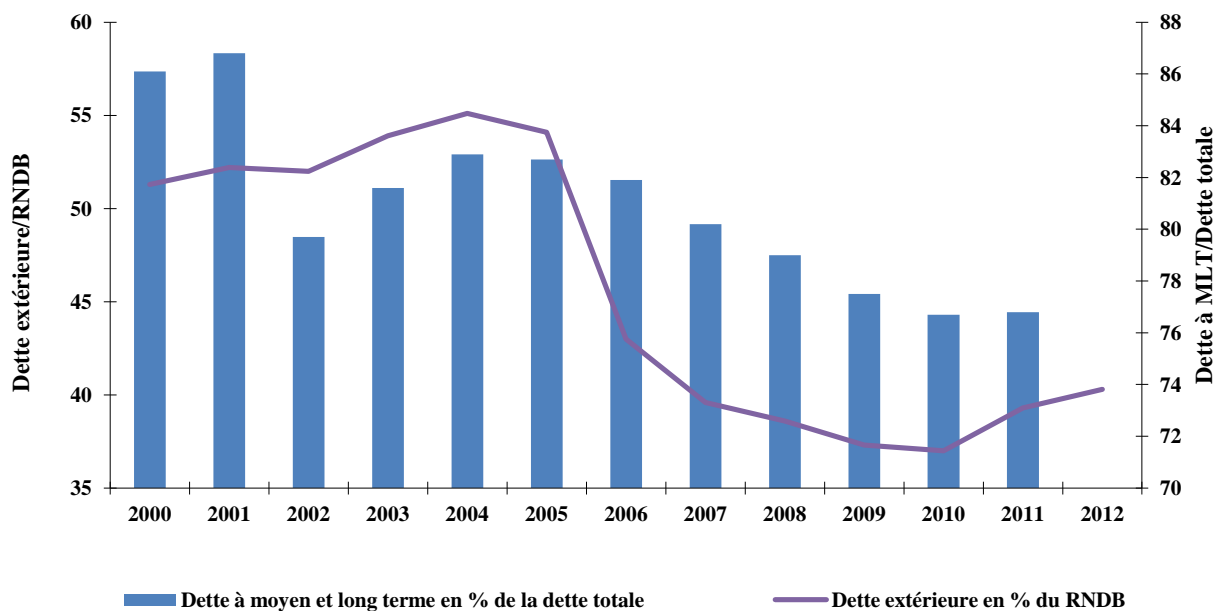
Stabilité du cadre macro-économique



- Les avoirs nets en devises se sont généralement inscrits à la hausse sur la période 2000-2009 et, par conséquent, la couverture en mois d'importations a été ramenée de 2.2 en 2000 à 5.9 en 2009.
- A partir de 2010, ils ont reculé, voire même, chuté en 2011 suite notamment à l'aggravation du déficit courant, conjuguée au fléchissement des investissements directs étrangers.
- Les avoirs nets en devises ont atteint 11602MD en 2013, contre 12576 MD en 2012 soit l'équivalent de 106 jours d'importation contre 119 jours respectivement.

Stabilité du cadre macro-économique

Evolution de la dette extérieure de la Tunisie



- Le ratio de la dette extérieure en % du RNDB s'est nettement réduit entre 2005-2010 (37% en 2010 contre 54.6% en 2004 et 51.7% en 2000)
- A partir de 2011, ce ratio a connu une hausse pour atteindre 40.3% et ce, suite à la décélération du RNDB conjuguée à une légère accélération de l'endettement extérieur.
- La part de la dette à moyen et long termes, bien qu'en baisse continue entre 2006-2011, demeure relativement importante dépassant les 76%.

Système bancaire et marché boursier

Il est largement admis que le dynamisme du secteur financier constitue un facteur déterminant du schéma de financement d'une croissance saine, soutenue et durable. En effet, la disponibilité et les conditions d'accès au crédit, le bon fonctionnement du marché boursier favorisent, inéluctablement, le processus de restructuration de l'appareil productif et la capacité du pays à améliorer sa croissance et, par conséquent, la compétitivité de son économie.

Partant, les indicateurs présentés ci-dessous permettent d'apprécier le degré de dynamisme de ce marché ainsi que son rôle dans le financement de l'économie.

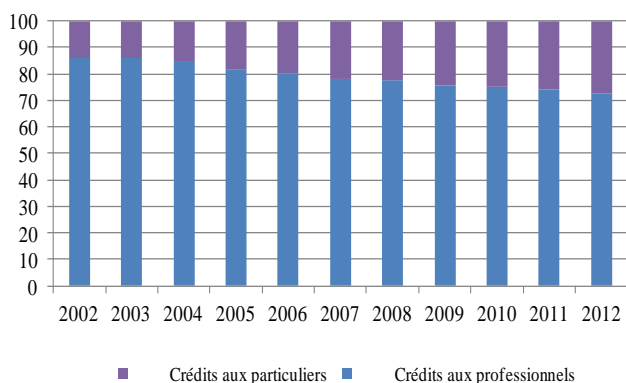
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Volume de transactions de titres/PIB	6,2	3,8	3,1	2,7	1,8	4	1,6	1,8	3,8	3,1	4,3	2,6	2,9
Capitalisation boursière/PIB	14,6	11,4	9,5	9,2	8,8	10,2	12	13,1	15	20,8	24,1	22,1	19,4
Nbre d'entreprises cotées en bourse	42	45	46	45	44	45	48	51	50	52	56	57	59
Taux de rotation	23,6	15,5	12,1	8	9,2	16,2	12,9	12,8	23,1	14	17,2	10,9	14,1
Taux de liquidité du marché boursier ^(c)	46	49	42	33	38	55	52	49	63	58	59	60	49
Contribution du marché financier au financement de la FBCF du secteur privé				2,6	3,8	4	5,7	6,8	8,1	12,1	11,6	5,2	6,6
M3 / PIB	53,4	56,8	59,1	58,9	58,5	59,8	55,5	56,6	58,6	61,9	64,6	69,5	68,6
Créances classées/ total engagements	21,6	19,2	20,8	24	23,6	20,9	19,3	17,6	15,5	13,2	13	13,5	19
Structure des crédits à l'économie du système financier:													
-Par terme :													
Crédits à CT	50,7	51,8	46,6	51,5	46,2	44,9	51,2	52,6	49,5	44,0	42,2	40,7	41,1
Crédits à MLT	49,3	48,2	53,4	48,5	53,8	55,1	48,8	47,4	50,5	56,0	57,8	59,3	58,9
-Par catégorie de bénéficiaire :													
Crédits aux professionnels	-	-	86,2	85,8	84,3	81,5	79,9	77,9	77,6	75,8	75,2	74,3	72,5
Crédits aux particuliers	-	-	13,8	14,2	15,7	18,5	20,1	22,1	22,4	24,2	24,8	25,7	27,5

(c): volume de titres traités/volume de titres offerts sur la cote de la bourse

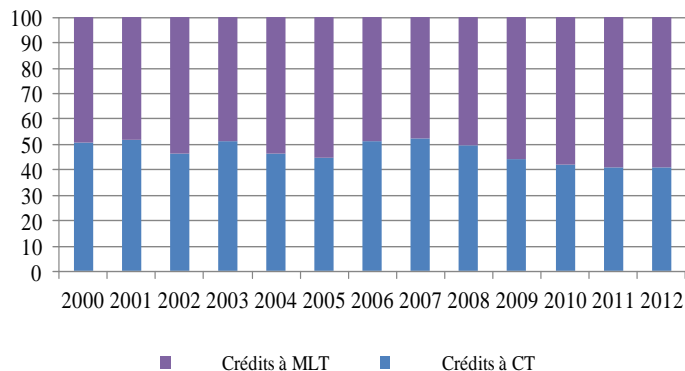
Source: BCT

Systeme bancaire

Encours des crédits par catégorie de bénéficiaire



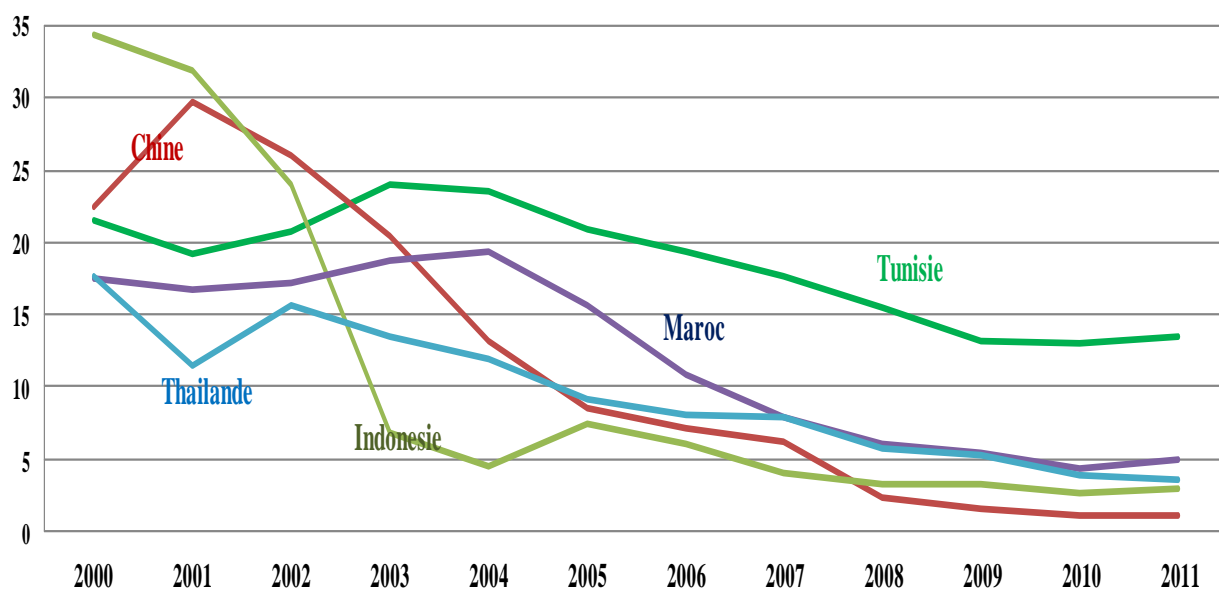
Répartition des crédits à l'économie par terme



- La répartition de l'encours des crédits par catégorie de bénéficiaire fait ressortir un net découplage en faveur de la croissance des crédits aux particuliers. Un déclin de la part des crédits dispensés au secteur productif est, ainsi, perçu le long de la période 2002-2012 (72.5% en 2012 contre 86.2% en 2002) alors que celle des crédits octroyés aux particuliers est en perpétuelle hausse (de 14.2% en 2002 à 27.5% en 2012).
- Cette hausse des crédits aux particuliers est inhérente essentiellement à l'augmentation de l'encours des crédits dispensés pour financer l'acquisition des logements.
- Le financement des PME sur plusieurs années de la période 2000-2008 reste limité et prédominé par des crédits à court terme laissant déduire qu'ils ne sont pas destinés vers des investissements productifs susceptibles de créer de la richesse et de l'emploi.

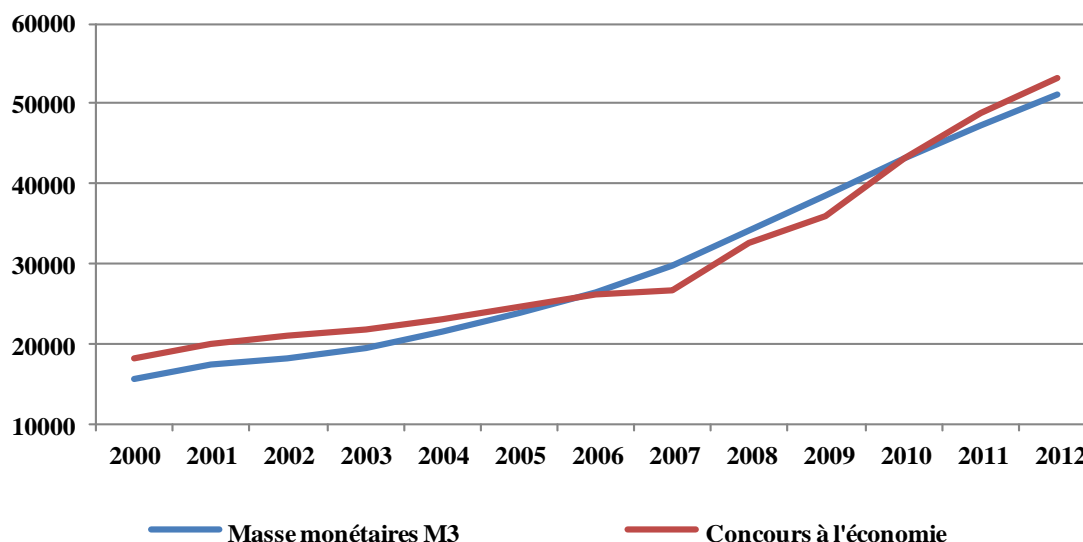
Système bancaire

Poids des créances classées



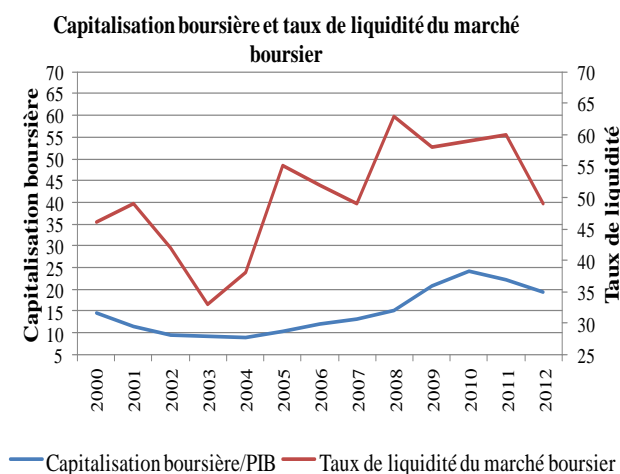
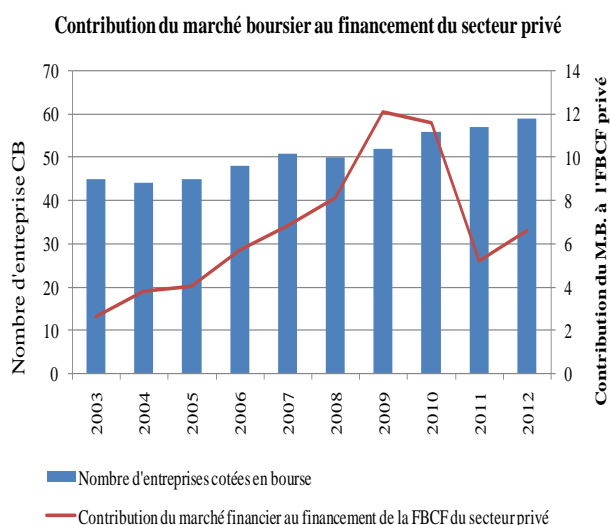
- Le poids des créances classées dans le total des engagements, bien qu'en évolution décroissante sur la période 2000-2011, demeure élevé en Tunisie comparativement aux normes internationales et surtout par rapport à plusieurs pays émergents tels que la Chine, l'Indonésie et le Maroc. Force est de constater qu'au début de la décennie 2000, le poids des créances douteuses dans ces pays était proche, voire même, plus élevés qu'en Tunisie pour s'établir par la suite à des niveaux plus faibles, ce qui dénote l'importance des efforts qu'ils ont déployés pour la mise en place d'un système bancaire assez solide.
- Ces créances douteuses ont enregistré une hausse sensible en 2012 atteignant 10 milliards de dinars et représentant 19% des créances bancaires, contre 13.5% en 2011.
- Les niveaux élevés du taux des créances douteuses en Tunisie pourraient s'expliquer notamment par l'inefficacité des mécanismes de gouvernance et d'évaluation des risques, en plus des chocs subis par le secteur du tourisme dont l'impact sur le secteur bancaire s'est poursuivi depuis quelques années.

Evolution de la masse monétaire et du concours à l'économie



- La masse monétaire M3 a progressé au rythme de 10.0% en moyenne par an sur la période 2010-2012 alors que les concours à l'économie ont évolué, durant la même période, à un rythme plus rapide (13.9%) reflétant ainsi, l'effort du système bancaire dans le financement de l'activité économique. Un tel résultat mérite d'être nuancé dans la mesure où les encours des crédits évoluent en faveur des crédits aux particuliers et que le financement des investissements par les banques constitue une contrainte majeure pour le développement de l'activité des entreprises, tel qu'il ressort de l'enquête de l'ITCEQ sur le climat des affaires et la compétitivité des entreprises.
- Le rythme de progression de M3 a subi une décélération à partir de 2011 résultant de l'effet conjugué du ralentissement du concours à l'économie et de la forte baisse des avoirs extérieurs nets, suscitée par l'aggravation du déficit courant de la balance des paiements.
- L'effort continu de soutien de l'activité des banques, s'est accompagné d'un resserrement aigu de la liquidité qui vient amplifier les pressions récurrentes sur le secteur bancaire dues à l'accroissement des créances classées et à l'insuffisance de leur couverture par les provisions.

Marché boursier

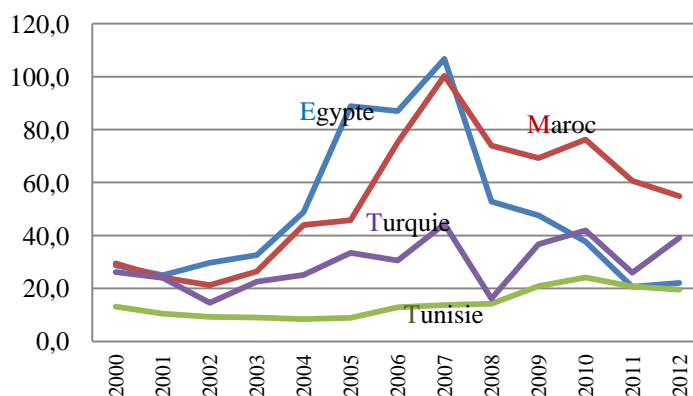


Les indicateurs du marché boursier ont affiché une évolution favorable comme l'illustrent :

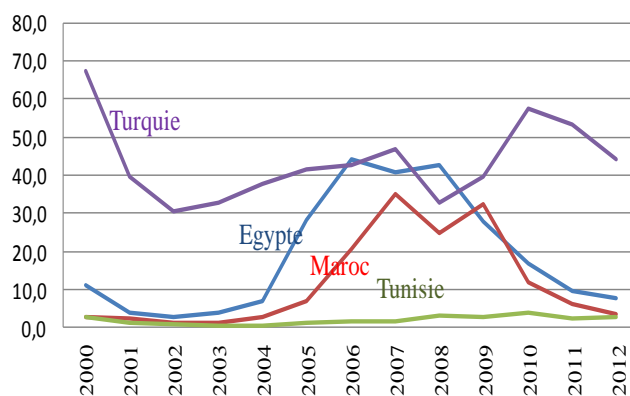
- La hausse de la capitalisation boursière en % du PIB qui a atteint 24.1% en 2010 (contre 14.6% en 2000) ainsi que la contribution du marché financier au financement de la FBCF du secteur privé (12.1% en 2010 contre 2.6% en 2000) avec, toutefois, un déclin perçu depuis 2011 consécutif au repli des cours de 34 sur les 59 sociétés cotées et ce, en dépit de deux introductions en Bourse en 2012 .
- Le taux de liquidité du marché boursier a progressé de 14 points de pourcentage entre 2000 et 2011 en passant de 46% à 60% respectivement avec, toutefois, une baisse sensible en 2012. Faut-il rappeler, dans ce cadre, que la liquidité du marché financier représente la capacité à acheter ou à vendre rapidement les actifs qui y sont cotés sans que cela ait d'effet majeur sur les prix. Plus un marché est liquide, plus il est aisé, rapide et peu coûteux d'y réaliser des transactions.
- L'augmentation du nombre d'entreprises cotées en bourse passant de 42 en 2000 à 59 en 2012, bien qu'elles relèvent dans leur majorité des banques.

Marché boursier

Capitalisation boursière / PIB



Volume des transactions de titres/PIB

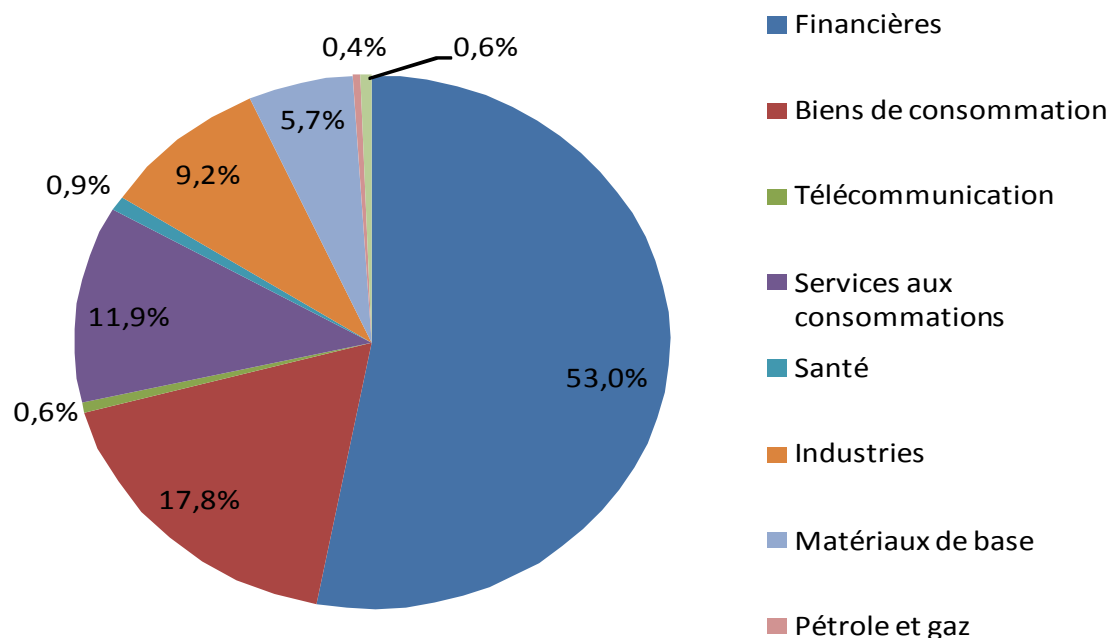


Malgré cette progression, le marché financier tunisien demeure peu dynamique et son rôle dans le financement de l'économie reste faible comparativement à certains pays concurrents comme l'attestent :

- le volume des transactions de titres qui ne dépasse pas la moyenne de 3.3% du PIB entre 2000-2010 alors qu'il est de 43% en Turquie, de 20% en Egypte et de 13% au Maroc.
- la capitalisation boursière en pourcentage du PIB qui reste bien au-dessous de celle de plusieurs pays émergents tels que le Maroc, l'Égypte et la Turquie.

Ce recul, n'est pas dû uniquement aux avancées enregistrées par ces pays au cours des dernières années, mais reflète bien le retard de la bourse de Tunis et la faiblesse structurelle de son rôle dans le financement de l'économie. Cette faiblesse pourrait s'expliquer par le manque de culture financière des entreprises tunisiennes qui sont dans leur majorité familiales et n'acceptent pas de partager leur propriété avec des tiers.

Répartition sectorielle de la capitalisation boursière (2012)



La capitalisation boursière se caractérise par une forte concentration par secteur et par taille des sociétés cotées :

- En termes de répartition sectorielle, la bourse de Tunis est dominée par le secteur financier qui accapare à lui seul plus de 53% de la capitalisation boursière du marché en 2012
- En termes de concentration, la part des 10 plus grandes sociétés cotées dans la capitalisation boursière totale est de l'ordre de 57% en 2012.

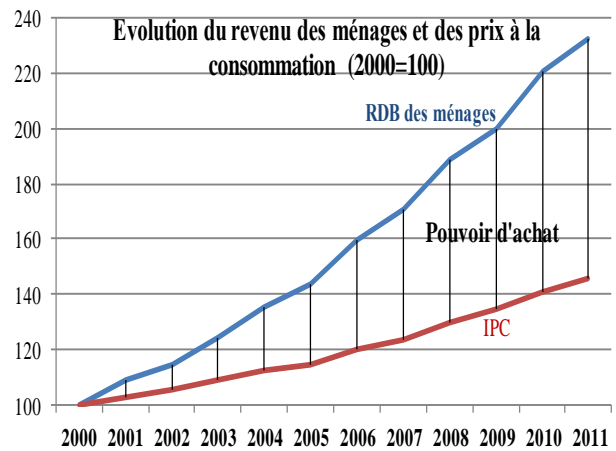
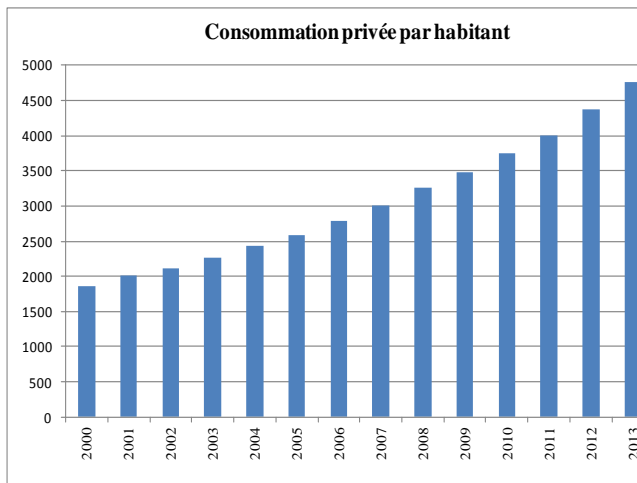
Compétitivité interne

Le dynamisme du marché interne est un facteur clé du développement de la compétitivité d'une économie et peut s'avérer, dans bien de cas, un instrument efficace à même d'amortir et d'absorber les effets induits par les retournements de la conjoncture économique internationale. En outre, le marché intérieur constitue, avec la libéralisation des échanges et l'accentuation de la concurrence, un espace tout indiqué pour tester et améliorer la compétitivité des produits nationaux en vue de renforcer leurs positions sur les marchés extérieurs. L'appréciation du dynamisme de ce marché repose sur le suivi des indicateurs ayant trait à la consommation privée par habitant, à la part de marché interne et à la pression fiscale.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation privée/ habitant (DT)	1867	2012	2117	2261	2436	2580	2789	3003	3267	3484	3755	3997	4370	4770
Pression fiscale (%)	21,3	21,7	21,5	20,6	20,6	21	20,5	19,1	20,5	19,8	20,0	21,1	21	21,4
Part de marché interne (%)	58,4	55,0	57,1	58,5	56,4	54,9	53,0	48,0	43,0	53,4	48,0	48,0	47,2	49,3

Compilations ITCEQ, source :Rapport du budget économique

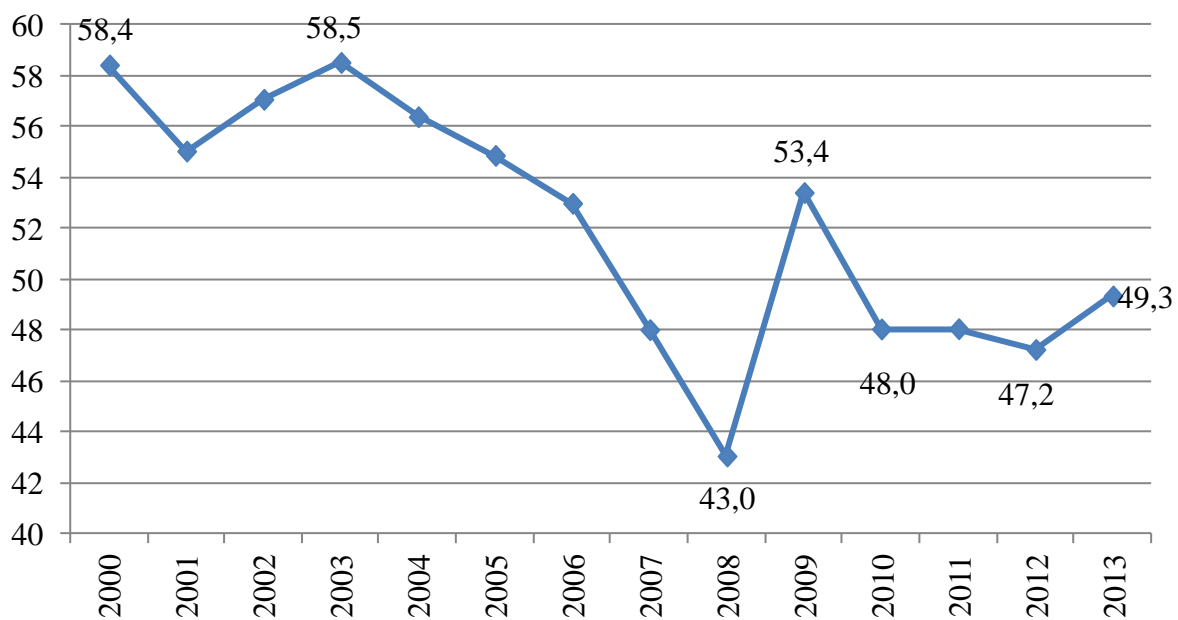
Compétitivité interne



- La consommation privée par habitant s'est inscrite à la hausse le long de la période 2000-2013, soit à un taux annuel moyen de 7.5%. Cette évolution a été favorisée par la revalorisation salariale suite à la signature des conventions collectives tout au long de la dernière décennie d'une part et à la croissance des crédits à la consommation, d'autre part.
- Le pouvoir d'achat des ménages a connu, généralement, une amélioration sur la période 2000-2011 et ce, suite à une croissance du revenu disponible brut des ménages (RDB) plus importante que celle des prix à la consommation (IPC). Cet agrégat pourrait décliner en 2012 et 2013 à la suite de la hausse sensible de l'inflation durant ces deux années.

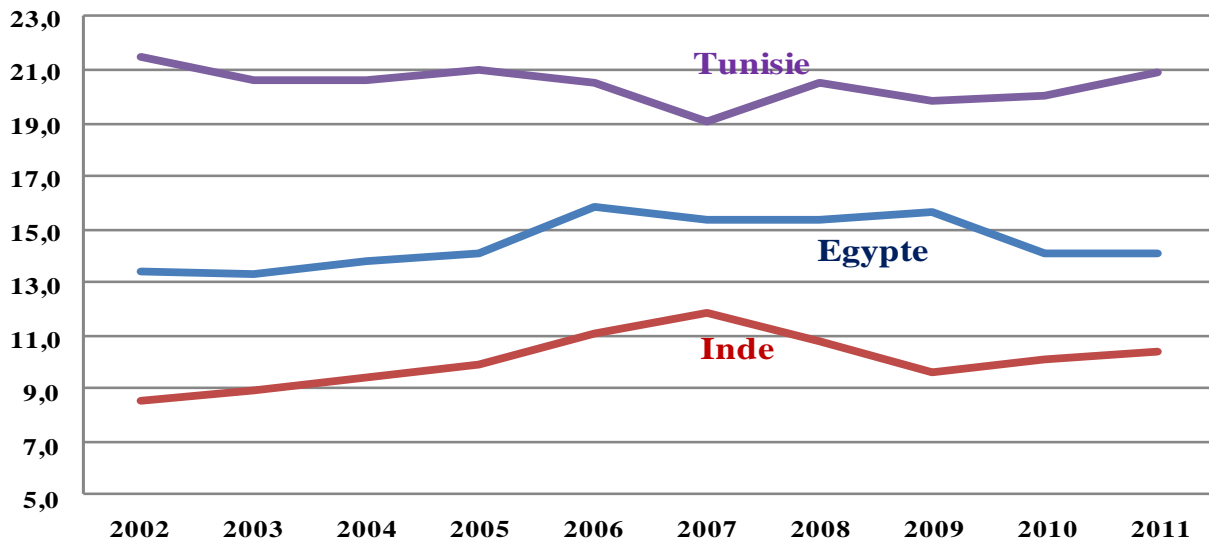
Compétitivité interne

Evolution de la part de marché interne (en %)



La part de marché interne a accusé une baisse sensible sur la période 2004-2008. Son niveau s'est stabilisé autour de 48% entre 2010-2012 pour s'accroître en 2013. Cette évolution se traduit par le fait que la demande intérieure a tendance à être satisfaite par les importations beaucoup plus que par la production nationale et ce notamment avec la libéralisation des échanges avec les pays de l'UE. Ce qui exige aux entreprises la multiplication des efforts pour relever le défi de la concurrence qui ne cesse de s'intensifier et ce, à travers notamment l'amélioration de la qualité, l'innovation, la maîtrise des coûts de production...

Pression fiscale



- La pression fiscale continue à être élevée et pesante pour les entreprises tunisiennes. Son niveau avoisine les 21% en moyenne sur toute la période 2000-2012 et s'avère nettement plus élevé que celui de plusieurs pays concurrents tels que l'Inde (9.8%), la Chine (10.3%), l'Indonésie (11.4%) et la Slovaquie (12.4%).
- Les résultats de l'enquête de l'ITCEQ sur le climat des affaires et la compétitivité des entreprises révèlent qu'une part non négligeable des entreprises considère que la fiscalité est une contrainte majeure à leur compétitivité notamment au niveau du taux d'imposition.

Compétitivité externe

Les performances à l'exportation constituent un indicateur clef de la compétitivité et traduisent la capacité du pays à s'insérer favorablement dans l'économie mondiale. Ces performances sont appréciées à travers :

- L'évolution de la part de marché de la Tunisie sur l'UE ainsi que sur la demande qui lui est adressée.
- Le degré de diversification des exportations par produit et par marché.
- Le taux de couverture des importations par les exportations.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Part de marché sur l'UE ^(a)	0,56	0,64	0,66	0,67	0,66	0,58	0,56	0,62	0,60	0,65	0,62	0,57	0,53
Diversification des exportations(b)													
Par produit	12,0	12,4	11,6	10,6	10,1	8,6	7,7	7,6	6,9	6,6	6,8	6,6	-
Par marché	14,6	15,2	15,7	16,8	16,9	15,4	15,0	15,9	12,4	12,9	11,7	12,9	-
Exp.manuf./ Exp. Marchand.	77,0	80,7	81,3	80,9	77,6	74,9	73,3	69,8	71,6	75,4	76,0	73,2	-
Taux de couverture	92,6	91,6	91,5	92	94,3	99,1	96,1	96,4	94,8	93,9	90,6	86,7	83,7

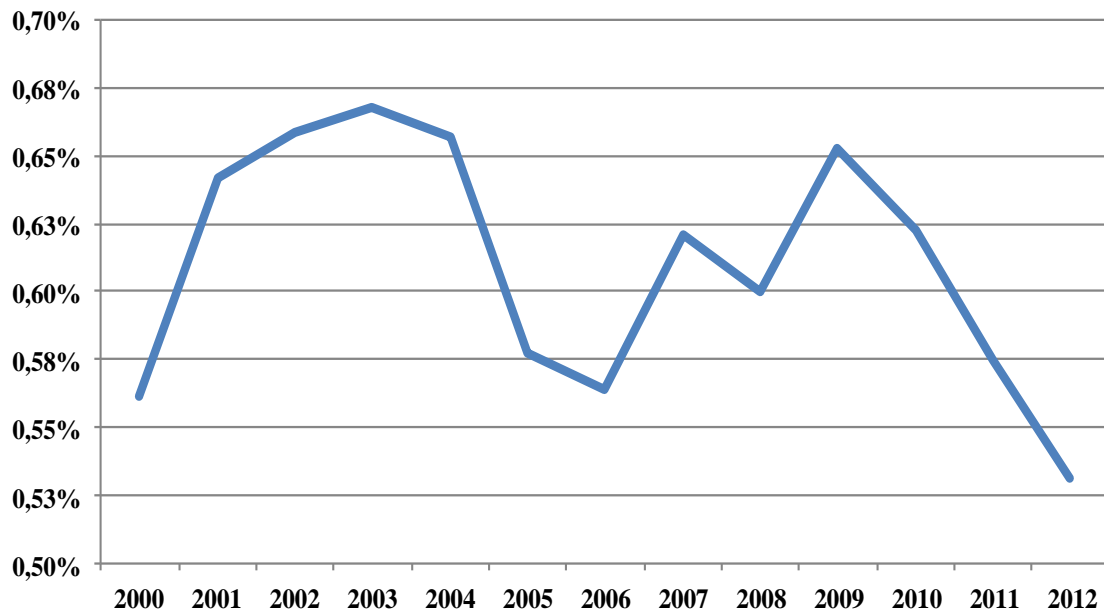
Compilation ITCEQ, sources: Chelem, Eurostat, Rapport du budget économique

(a) : total biens

(b): Plus l'indicateur (Herfindhal) est élevé plus la diversification est faible

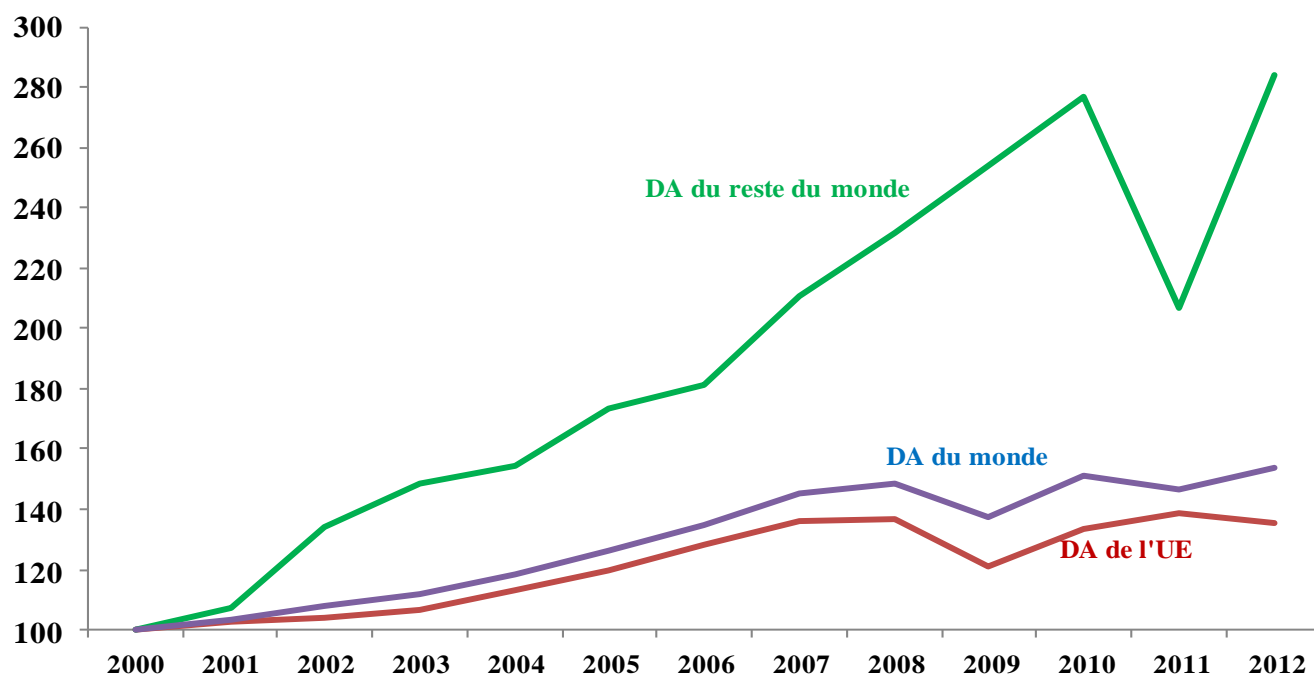
Compétitivité externe

Evolution de la part de marché de la Tunisie sur l'UE (total biens)



La part de marché détenue par la Tunisie sur l'union européenne a connu en moyenne une baisse de 1.6% au cours de la période 2000-2012. Une telle baisse est attribuable aux déclinés enregistrés durant les sous périodes (2004-2006) et (2010-2012). Ce déclin a été particulièrement prononcé au cours de la dernière sous période et ce, suite à la récession qu'a connu les pays de l'union européenne se traduisant par une baisse de la demande adressée à la Tunisie conjuguée aux effets induits post révolution

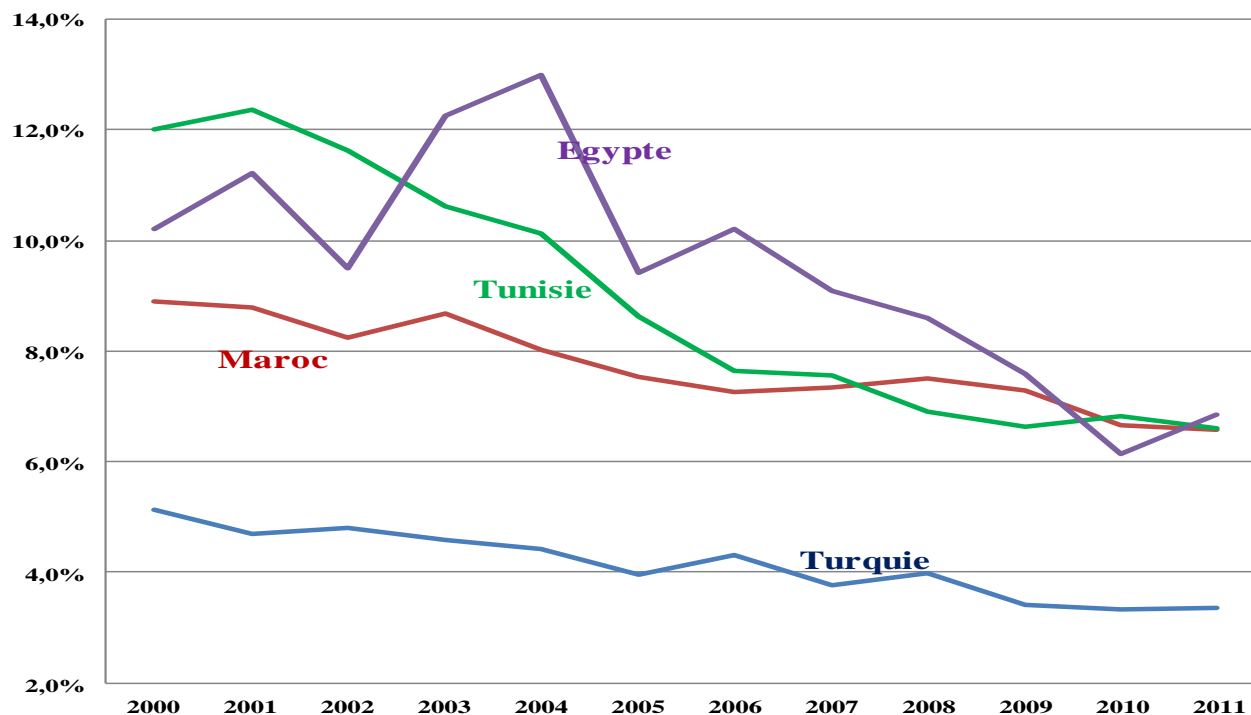
Evolution indiciaire de la demande adressée à la Tunisie



La demande mondiale adressée à la Tunisie a évolué globalement à un rythme plus élevé que celle de l'union européenne durant la période 2000-2012 traduisant de la sorte la présence de potentialités d'exportations importantes vers d'autres marchés hors union européenne. Ceci est d'autant plus confirmé que les exportations tunisiennes se sont accrues à partir de 2007 à un rythme plus important que la DA de l'UE du fait qu'elles ont été soutenues par la demande adressée du reste du monde.

Compétitivité externe

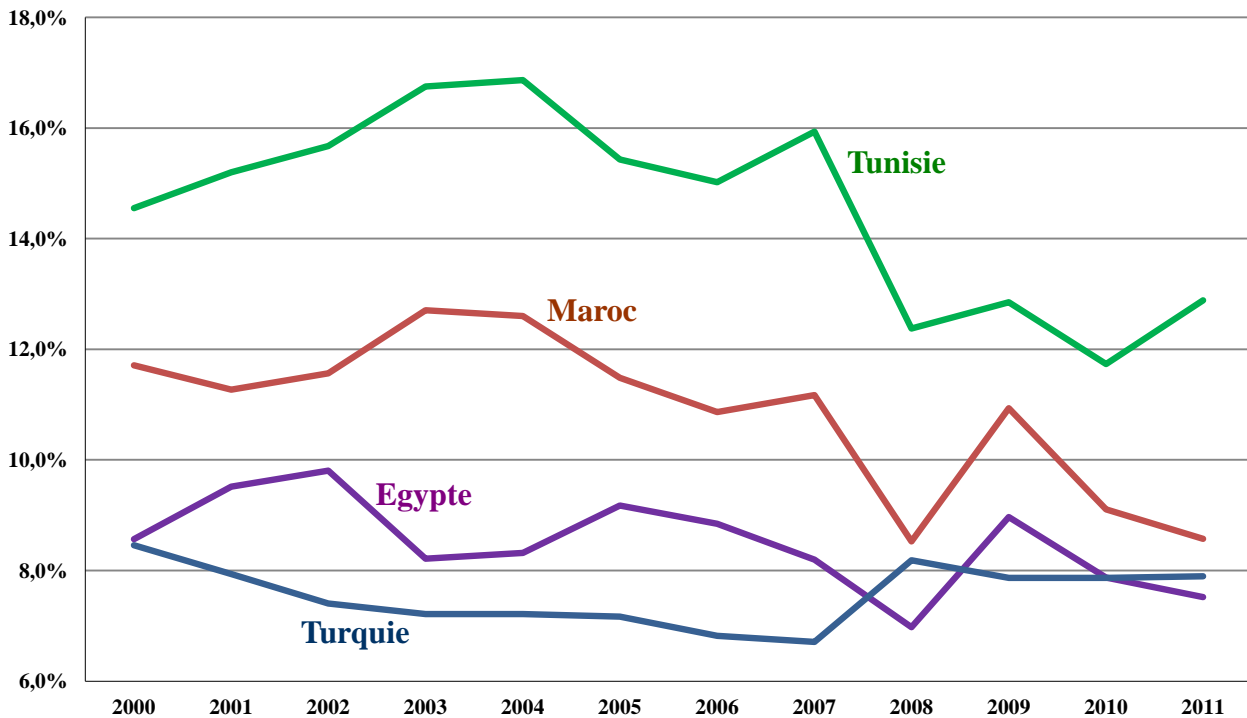
**Diversification des exportations par produit
(indicateur Helfinder)**



L'émergence de certains produits à l'exportation durant la dernière décennie (quincailleries, tapis, services informatiques, télécommunication...) semble être encore insuffisante pour faire face aux difficultés auxquelles se heurtent les secteurs traditionnels d'exportation notamment le THC, secteur peu innovant et à faible valeur ajoutée, caractérisé au cours des dernières années par un manque de dynamisme à l'échelle mondiale et ce, en plus du tourisme dont l'activité est vulnérable et fortement dépendante de la conjoncture nationale et internationale.

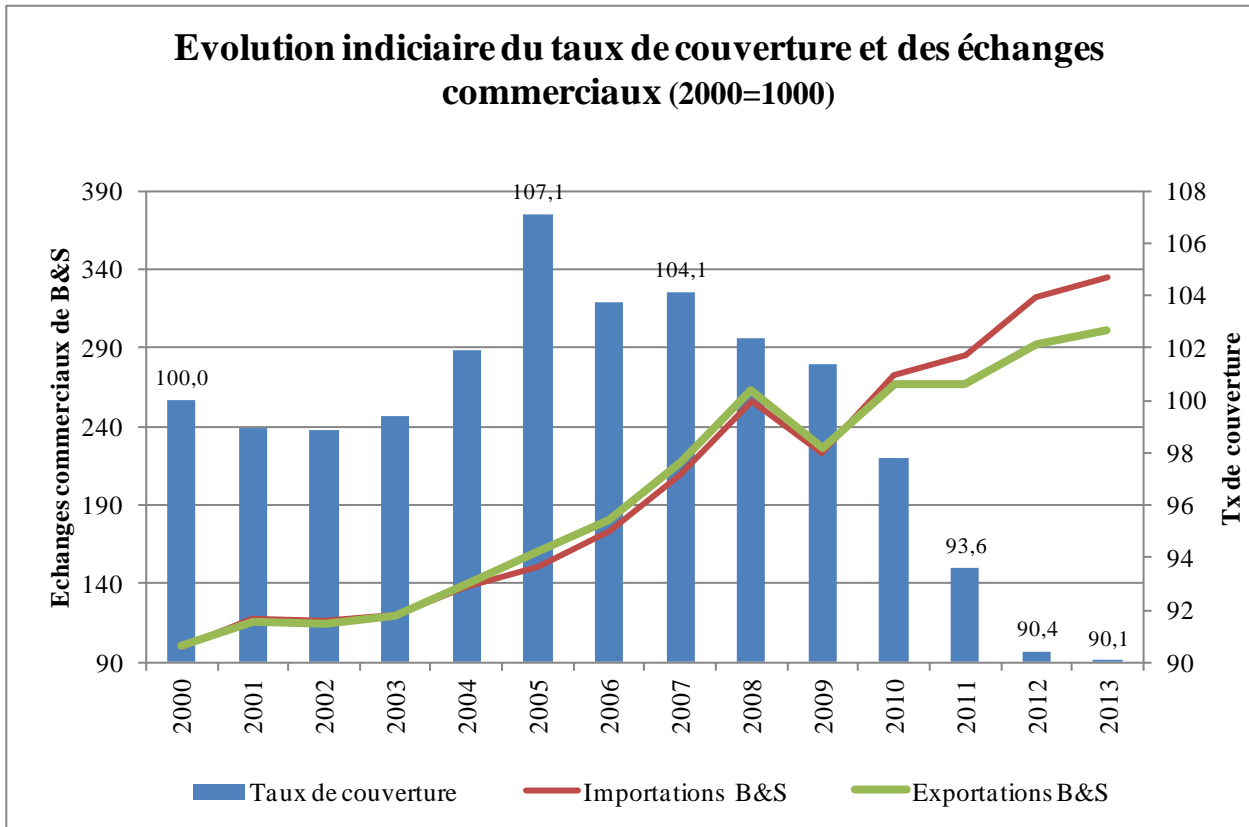
Compétitivité externe

Diversification par marché d'exportation



- Bien que nos marchés de destination aient connu une légère diversification notamment entre 2004-2010, nos exportations demeurent concentrées sur l'union européenne voire même sur quatre marchés uniquement à savoir la France, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique, marchés caractérisés, au cours des dernières années, par une moindre dynamique de leur demande externe comparativement à d'autres zones en l'occurrence l'Afrique subsaharienne, le monde arabe et l'Asie du Sud Est.
- Cette faiblesse structurelle est confirmée par le niveau élevé de l'indicateur de diversification(Helfinder) comparativement à plusieurs pays concurrents.

Compétitivité externe



- Le taux de couverture a connu un changement structurel de son évolution. En effet, s'il s'est inscrit à la hausse sur la période 2003-2005, son niveau s'est dégradé entre 2006-2013 pour ne pas dépasser la moyenne de 89.7%.
- Cette baisse durant la période 2006-2013 est conséquente à une augmentation des importations au taux moyen de 11.2% au moment où les exportations se sont accrues de 8.8% seulement.
- La décélération des exportations est inhérente au ralentissement de la demande adressée de l'UE depuis 2007 suite à la crise financière ayant touché plusieurs économies de l'UE.